



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 25/01/2024

Reçu en préfecture le 25/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_00152-AR

S²LO**ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0152**du **25 JAN. 2024**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

Portant fixation de la Dotation Globale de
Fonctionnement pour l'année 2024 du Service
d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes
Handicapés géré par la Mutualité Française
Vienne

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;**

**VU la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 relative au financement de la
Sécurité Sociale pour 2017, prise en son article 89 modifiant notamment l'article L 313-12-2 du
CASF relatif au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;**

**VU la circulaire N° DGCS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise
en œuvre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11 du code de
l'action sociale et des familles ;**

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;


**VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à
l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;**

**VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au
taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et
de l'enfance-famille ;**

**VU l'arrêté ARS/DGAS n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0212 du 30 octobre 2019
autorisant l'extension de 4 places au cours du 4^{ème} trimestre 2019 d'un Service
d'Accompagnement Médico-Social pour personnes adultes en situation de handicap psychique
dans le Département de la Vienne géré par la Mutualité Française Vienne ; la capacité totale est
ainsi portée à 31 places ;**

**VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 28 mars 2019 entre
l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Vienne et la Mutualité
Française Vienne, son avenant signé le 30 septembre 2019 et l'actuelle démarche de
contractualisation en cours de renouvellement;**

Envoyé en préfecture le 25/01/2024
Reçu en préfecture le 25/01/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_00152-AR



SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le budget annuel global du Service d’Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés de la Mutualité Française Vienne, pour l’ensemble de l’année 2024, s’élève à :

237 037, 80 € soit un coût place de 7 646, 38 €

ARTICLE 2 : Le Service d’Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés sera financé au moyen d’une dotation globale versée mensuellement d’un montant de :

✓ Période de janvier à décembre 2024 : **19 753, 15 € à terme échu.**

Finess	Nom ESSMS (inclus dans le périmètre du CPOM)	Nb ressortissants Vienne prévisionnel	Quote-part Vienne DGC 2024	Mensualité correspondante
86001915	SAMSAH - MFV	31	237 037, 80 €	19 753, 15 €


Chaque trimestre, le Service devra fournir un tableau de bord retraçant l’activité effective de la période. Le document à consolider sera transmis par le Conseil Départemental.

ARTICLE 3 : Les personnes handicapées suivies par le Service d’Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés doivent avoir été orientées par la Commission des Droits et de l’Autonomie de la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d’un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d’appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d’un mois à compter de la réception de la réponse de l’administration au recours gracieux, ou à l’expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l’administration, en l’absence de réponse de sa part.

En l’absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d’un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d’appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 25/01/2024
Reçu en préfecture le 25/01/2024
Publié le 
ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_00152-AR

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le **25 JAN, 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 25/01/2024
Reçu en préfecture le 25/01/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_00152-AR

